



**Décision relative à un projet relevant d'un examen au cas par cas  
en application de l'article R122-3 du code de l'environnement**

***Projet d'une installation agrivoltaïque sur une parcelle agricole de grande culture sur la  
commune de Tagnon (08)***

**LE PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST  
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST  
PRÉFET DU BAS-RHIN  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2, R.122-3 et R.122-3-1 ;
- VU l'arrêté du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la demande d'examen au cas par cas, en application de l'article R.122-3-1 du code de l'environnement ;
- VU le dossier de demande d'examen au cas par cas présenté par le maître d'ouvrage « SNC DES HOLLES GALANT », reçu le 29 novembre 2024, relatif au projet d'une installation agrivoltaïque sur une parcelle de grande culture sur la commune de Tagnon (08) ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU le décret du 10 octobre 2024 portant nomination de M. Jacques WITKOWSKI, préfet de la région Grand Est, préfet de la zone de défense et de sécurité Est, préfet du Bas-Rhin ;
- VU l'arrêté préfectoral N° 2024/530 du 28 octobre 2024 portant délégation de signature à M. Marc HOELTZEL, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est ;
- VU l'arrêté DREAL-SG-2024-38 du 28 octobre 2024 portant subdélégation de signature de M. Marc HOELTZEL, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est en faveur de M. Philippe LAMBALIEU, chef du service Évaluation Environnementale, de son adjoint M. Hugues TINGUY et de Mme Christelle MEIRISONNE, adjointe au chef de pôle Projets ;
- VU l'avis de l'Agence Régionale de Santé en date du 12 décembre 2024 ;

---

**1**

DREAL Grand Est  
Tél : 03 88 13 05 00  
[www.grand-est.developpement-durable.gouv.fr](http://www.grand-est.developpement-durable.gouv.fr)  
14 rue du bataillon de marche n°24 - BP 10001 - 67050 Strasbourg Cedex

CONSIDERANT la nature du projet :

- qui relève de la rubrique n° 30 a) de la nomenclature annexée à l'article R. 122-2 du code de l'environnement « Installations photovoltaïques de production d'électricité (hormis celles sur toitures, ainsi que celles sur ombrières situées sur des aires de stationnement)- Installations d'une puissance égale ou supérieure à 300 kWc » ;
- qui consiste à construire une installation agrivoltaïque d'une puissance de 999 kWc ;
- qui s'implante au droit d'une parcelle d'une surface totale de 132 843 m<sup>2</sup> et dont la surface projetée au sol des panneaux sera de 4 670 m<sup>2</sup> ;
- qui s'implante sur tables indépendantes suivant la position du soleil de type « trackers » ;
- dont la hauteur minimale des panneaux sera de 2,80 m et la hauteur maximale des panneaux sera de 5,20 m ;
- qui prévoit que le système soit implanté sur pieux battus réversibles, dont la profondeur sera déterminée après étude de sol ;
- qui prévoit la création d'un poste de transformation ;
- qui prévoit 4 linéaires de tables d'une distance inter-rang de 9 m et la plantation de haies entre chacune des doubles rangées de tables dont la vocation sera d'apporter une diversification de la biodiversité, de fournir des corridors écologiques et de protéger les cultures du vent ;

CONSIDERANT la localisation du projet :

- situé au nord-ouest de la commune de Tagnon 08300 à proximité de la ferme Les Montons des Cosserons ;
- sur une parcelle nommée « de Routis » en zone A pour « agricole » du plan local d'urbanisme de la commune de Tagnon, intégralement constitué de grande culture ;
- à 3,44 km de la ZNIEFF de type I la plus proche ;
- à 5 km du site Natura 2000 le plus proche ;
- en dehors de zones humides ;
- en dehors de tout périmètre de protection de captage d'eau potable ;

CONSIDERANT les caractéristiques des impacts du projet sur le milieu et la santé publique ainsi que les mesures d'évitement et réduction qui seront mises en œuvre par le pétitionnaire :

- les impacts potentiels sur la biodiversité pour lesquels :
  - le maître d'ouvrage a réalisé une analyse bibliographique et une pré-expertise de terrain par un écologue en octobre 2023 concluant à des enjeux écologiques très faibles à faibles sur l'ensemble de la zone d'étude et de l'aire d'étude rapprochée ;
  - le maître d'ouvrage s'engage à réaliser les travaux à une période n'ayant pas d'incidence sur la biodiversité existante et en évitant les périodes où les espèces sont les plus vulnérables comme les périodes de nidification ;
- les impacts potentiels sur les eaux pluviales et les écoulements, pour lesquels il revient au maître d'ouvrage de respecter le SDAGE Rhin-Meuse (2022-2027) et la doctrine Grand Est pour la gestion des eaux pluviales ;
- les impacts potentiels sur le paysage et le cadre de vie pour lesquels
  - le maître d'ouvrage présente dans son dossier des photomontages des panneaux

photovoltaïques et des haies permettant d'appréhender leur impact paysager ;

- il revient au maître d'ouvrage de porter une attention particulière à l'insertion paysagère de son projet et de mettre en place des locaux techniques en cohérence avec l'ambiance paysagère locale ;

CONSIDERANT qu'au regard des éléments fournis par le pétitionnaire, le projet n'est pas susceptible de présenter des impacts notables sur l'environnement et la santé qui nécessiteraient la réalisation d'une étude d'impact ;

## **DECIDE :**

### **Article 1er :**

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet d'une installation agrivoltaïque sur une parcelle de grande culture sur la commune de Tagnon (08) ; présenté par le maître d'ouvrage « SNC DES HOLLES GALANT », **n'est pas soumis à évaluation environnementale.**

### **Article 2 :**

La présente décision, délivrée en application des articles R.122-3 et R.122- 3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

### **Article 3 :**

L'autorité décisionnaire est chargée de vérifier au stade de l'autorisation que le projet présenté correspond aux caractéristiques et mesures qui ont justifié la présente décision.

### **Article 4 :**

La présente décision sera publiée sur le site internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Fait à Strasbourg, le 19 décembre 2024

Pour le Directeur Régional de  
l'Environnement, de l'Aménagement et du  
Logement de la région Grand Est,  
et par délégation,  
l'adjoint au chef du service Évaluation  
Environnementale



Hugues TINGUY

## **Voies et délais de recours**

1) Un recours administratif préalable est obligatoire avant le recours contentieux. Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la réception de la décision. En cas de décision implicite, le recours doit être formé dans le délai de deux mois suivant la publication sur le site internet de l'autorité environnementale du formulaire de demande accompagné de la mention du caractère tacite de la

2) Le recours contentieux doit être formé dans le délai de deux mois à compter de la réception de la décision de rejet du recours administratif ou dans le délai de deux mois à compter

décision.

L'absence de réponse au recours administratif à l'issue d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet du recours.

Le recours administratif doit être adressé à Monsieur le préfet de région -  
Préfecture de la région Grand Est - 5 place de la République - BP 87031 - 67073  
STRASBOURG cedex

Il peut aussi être adressé un recours hiérarchique au supérieur hiérarchique de  
l'auteur de la décision : Madame la Ministre de la transition écologique , de  
l'Énergie, du Climat et de la Prévention des Risques - 246, bd Saint Germain - 75700  
PARIS

de la décision implicite de rejet du  
recours administratif.

Le recours contentieux doit être  
déposé devant le tribunal administratif  
de Strasbourg sur le site  
[www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) .